

## **Citoyens! Citoyens! Citoyens! Promesses et apories de la démocratie d'hyper proximité.**

Note d'étonnement suite aux [Rencontres de la GUSP](#) (1er octobre 2014 – Pont de Claix)

En centrant cette journée d'échanges sur « la place de chacun » dans la fabrique de la ville, les acteurs du [réseau GUSP](#) et le [CNFPT](#) se sont retrouvés en phase avec la « révolution des parapluies » mise en image dans tous les médias internationaux les jours précédents. A Hong Kong, la société civile urbaine s'est mise en résistance contre les autorités publiques sur un mode spontané qui rappelle les images fortes d'autres mouvements libérateurs (de Tien'Anmen au « printemps arabe »). Ce vent d'indignation et de révolte illustre un moment politique sans précédent au cours duquel des milliers de citoyens revendiquent, soudainement et bruyamment, une place plus active dans la définition de leur destin collectif. La nouveauté provient à la fois de l'échelle de cet élan communautaire (plus régional ou urbain que national ou sectoriel), de son mode de propagation (résolument réticulaire) et du rapport de défiance au pouvoir qui s'y dessine (vis à vis des Etats comme des institutions). Dans le programme de la journée d'échanges de la GUSP, on retrouve cette empreinte très contemporaine des multiples désaccords qui opposent frontalement la société civile à la technocratie et au pouvoir politique.

Ce sont les saynètes de « théâtre forum » animées par la [SCOP des « petits pas pour l'homme »](#) qui ont donné le ton le matin, brossant avec humour et justesse les trois figures de l'habitant impatient-impulsif, du professionnel impliqué-incompris et de l'élus indispensable-impuissant. Dans la commune imaginaire de *Vianroz*, le « casse-tête » de la concertation a rapidement quitté le registre constructif de la médiation raisonnée pour révéler les malentendus, les incompréhensions et même la colère des citoyens face aux rouages de la décision publique. Lorsque l'animateur a demandé à l'assistance (c'est à dire aux 170 participants présents dans la salle) de commenter et d'amender les différents scénarios proposés, les faveurs du public ont vite penché du côté des « bons citoyens » (le parent d'élève volontaire, la voisine écolo, le technicien militant) au détriment des « méchants décideurs » (l'urbaniste arrogant, le directeur de cabinet cynique, le maire clientéliste). Pourtant, la salle était plutôt *professionnelle* dans sa composition (50% de techniciens, 30% d'élus et 20% seulement d'habitants), mais c'est bien la position de l'individu lambda confronté aux incohérences des administrations et du pouvoir local qui a pris le dessus. Notons ici que cette vigoureuse « extension du domaine de la lutte » (pour reprendre une jolie formule chuchotée par une participante) ne manque pas de saveur quand on connaît la montagne de contradictions et d'impasses véhiculée par cette démocratie pulsionnelle et impulsive en formation.

Les échanges de l'après-midi en ateliers ont permis de nuancer cette première tendance, un peu à la manière d'une cellule de dégrisement après l'euphorie des premières prises (de parole). Au fil des témoignages racontant des expériences concrètes d'aménagement concerté (à Nice, Annemasse, Chirens, Echirrolles et Saint Martin Le Vinoux, au village Olympique et dans la Résidence Marx Dormoy), les participants ont en effet pu mesurer l'étendue des obstacles et des défis que les élus et les techniciens rencontraient concrètement pour que les projets urbains soient menés en parfaite symbiose avec cette fameuse « demande citoyenne ». Les témoignages ont par exemple longuement insisté sur les exigences relationnelles d'empathie, d'écoute et de médiation qui saturaient l'agenda des agents de développement, reléguant souvent au second plan les compétences plus professionnelles et techniques situées dans les champs de l'expertise, de l'anticipation, du management et de l'innovation. En adoptant volontiers des postures de défiance vis à vis des autorités publiques et du savoir expert, les habitants s'invitent au cœur des arbitrages collectifs en magnifiant l'échelle du quartier et de la montée d'escalier. Et bien souvent, leur parole spontanée enferme les techniciens et les élus dans un jeu de micro-décisions certes consensuelles mais pas toujours cohérentes ni innovantes. En point positif, il faut souligner que le bien être urbain est de plus en plus appréhendé comme l'addition des solutions « co-construites » localement. Mais le « théâtre forum » du matin comme les ateliers de l'après-midi ont aussi permis de pointer quelques paradoxes propres à cette « démocratie sauvage » en formation (les revendications et les résistances de la base sont toujours en tension, pour reprendre la classification du philosophe Claude Lefort, avec une « démocratie domestiquée » qui serait simplement adossée à des arènes de représentation). Nous mentionnerons trois de ces paradoxes en particulier qui illustrent, sans toujours l'éclairer, la dynamique politique en gestation.

Le plus visible concerne la puissance des mots dans la domination politique. Les saynètes ont mis en scène toute la détermination des individus qui prenaient la parole « au nom de » dans les projets urbains. On a pu constater que le format des échanges brouillait rapidement la qualité du dialogue, instaurant un espace de combat vindicatif et indigné. La prise spontanée de parole publique est apparue dans toute son ambivalence, à la fois salutaire et réductrice, authentique et instrumentalisée, généreuse et court termiste, débridée et bornée... Pour reprendre l'idée du philosophe Michel Foucault selon laquelle « les mots font violence aux choses », il faut se demander comment les plaidoyers vertueux (le bon sens, l'efficacité, l'authenticité, la proximité, la sécurité...) participent à l'amélioration des services publics et dans quelle mesure ils en consolident (ou pas) les fondations en termes d'équité, de solidarité et de justice sociale.

Ce questionnement nous entraîne sur un deuxième paradoxe sans doute moins prévisible. Churchill disait que la politique était faite de cris et de sueur, mais également de larmes. La dimension émotionnelle (presque passionnelle) du politique semble omniprésente dans les arènes participatives, mais quelle est sa valeur ajoutée en termes de médiation politique et d'intelligence collective ? Ce qui a caractérisé l'effervescence des mobilisations apparues au Québec avec les étudiants en 2012, en Bretagne avec les « bonnets rouges » l'an passé, en Catalogne et en Ecosse avec les aspirations autonomistes il y a quelques semaines, ce fut à chaque fois la tonalité affective résolument joyeuse, presque ludique, des premiers slogans et des premières revendications. En descendant dans la rue, les « citoyens » adoptent une expression politique où le combat relève d'abord d'un cri du cœur. Le message met en avant une identité collective plutôt que des intérêts à défendre, des utopies enchantées plutôt que des projets structurés. Cette effervescence populaire de résistance (faire cause commune contre le pouvoir en place) est vécue comme plus enivrante et plus fédératrice que les contestations catégorielles ou les grands projets d'ensemble. Le phénomène fait écho à des observations faites par Pierre Clastres dans les sociétés pré-étatiques d'Amazonie sur la question de l'impuissance et de la symbolique politiques. L'anthropologue avait décelé dans le fonctionnement de ces tribus une forme de modernité politique où le pouvoir n'était pas coercition mais incarnation, le « chef » tirant sa légitimité de son art du récit pour raconter les valeurs de la communauté mais le « peuple » le privant explicitement de tout instrument de contrôle et de tout levier de domination. La « démocratie mutante » entrevue à Hong Kong (et débattue à Pont de Claix) prolonge en quelque sorte ce refus de toute « servitude volontaire »...

D'où un troisième paradoxe, plus classique en science politique, concernant le travail complexe de traduction des *problèmes* en *solutions* à portée collective et à dimension publique subnationale, nationale ou internationale. La codification du bien commun et de l'intérêt général implique une partition des rôles, ce que les Rencontres de la GUSP ont explicitement débattu en questionnant « la place » respective des citoyens, des techniciens et des élus dans le pilotage des politiques publiques. Dans cette optique, on ressort aussi des échanges avec le sentiment que d'importantes zones d'ombre restent à éclairer concernant la parole des « invisibles », des « sans voix » et des exclus du système. Comment s'exprimeront les « alerteurs », ceux qui tirent les sonnettes d'alarme sur des enjeux sociétaux complexes, dans un modèle démocratique où la parole des habitants devient l'alpha et l'oméga de la décision publique ? *Quid* du rôle des associations, des syndicats, des partis, des assemblées délibératives et des penseurs éclairés sur les inégalités et les fragmentations les plus criantes, les plus inadmissibles qui accompagnent les processus contemporain de métropolisation et de mondialisation, même si ces *corps intermédiaires* n'entrent pas dans le micro-format consensualiste des « conférences citoyennes » ?

Dans les années soixante, Charles de Gaulle avait moqué dans un discours resté célèbre les plaidoyers enflammés et vertueux sur l'Europe à construire (« *Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe ! mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien* »). Cinquante ans plus tard, tous ceux qui disent *Les citoyens ! Les citoyens ! Les citoyens !* ne peuvent faire l'abstraction de ces zones d'ombre. Assurément, la belle initiative du réseau d'acteurs de la GUSP nous a permis de questionner, sans a priori ni relâche, les promesses et les apories de la démocratie participative d'hyper proximité.

Alain Faure, chercheur en science politique au CNRS, PACTE, Université de Grenoble Alpes

Carnet de recherche : <http://enigmes.hypotheses.org/>